

Des cultures africaines dénoncées



25.02.2019

Le groupe Socfin, basé à Fribourg, exploite du caoutchouc au Liberia: des activités pointées du doigt

THIBAUD GUISAN

Economie » Installé à Fribourg, le groupe Socfin est dans le collimateur de Pain pour le prochain. Un rapport publié par l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse dénonce les activités menées au Liberia par la multinationale luxembourgeoise active dans la production de caoutchouc et d'huile de palme.

Pain pour le prochain vise en particulier deux filiales du groupe Socfin, dont le siège est à Fribourg: Sogescol, qui commercialise pratiquement tout le caoutchouc libérien de Socfin, et Socfinco, qui s'occupe de diriger les plantations. L'organisation accuse la multinationale et ses entités d'infractions au droit foncier et d'implications dans des expulsions et des violences envers des populations locales, résume-t-elle dans un communiqué de presse.

Intimidation

L'extension des plantations d'hévéas – l'arbre d'où est extrait le caoutchouc – aurait fait perdre des terres agricoles à des villageois. «Les habitants de trois villages ont dû reculer devant des bulldozers venus détruire leurs cultures et devant des employés de l'entreprise venus les intimider», dénonce Pain pour le prochain dans son communiqué, qui évoque notamment la destruction de forêts sacrées et de cimetières, ainsi que la pollution de l'eau par les pesticides utilisés dans les plantations.

Dans une prise de position, Socfin balaie ces critiques, qualifiées de «pseudo-irrégularités». La multinationale, qui indique avoir reçu Pain pour le prochain dans ses locaux l'automne dernier, se dit «choquée» par le contenu du rapport élaboré par l'organisation. Aux yeux de Socfin, ce dernier «fait abstraction des mesures que nous prenons au quotidien pour assurer à nos collaborateurs au Liberia, des conditions de travail correctes et une qualité de vie supérieure à la moyenne du pays, assurant un accès à la formation, aux soins médicaux et à une éducation de proximité.»

Après la guerre civile

Socfin indique avoir acquis deux concessions au Liberia en 1998 et en 2007 «en toute conformité avec la réglementation alors en vigueur dans le pays». Créées en 1959 par l'Etat du Liberia, ces concessions, qui s'étendent sur près de 130'000 hectares (pour une surface plantée de 17'000 hectares), ont été détruites par les guerres civiles qui ont ravagé le pays entre 1990 et 2000, ajoute la multinationale, qui précise que 5000 personnes travaillent sur les plantations, faisant vivre quelque 30'000 personnes «dans des conditions de vie supérieures à la moyenne libérienne».

Le groupe, «convaincu que ses activités créent de la valeur pour tous», indique par ailleurs que «les communautés environnant les plantations ont bénéficié des importants investissements du groupe pour réhabiliter les plantations, mais également les structures collectives comme les routes, les écoles et les hôpitaux.» Socfin ajoute mettre en place avec ses filiales des «plans de gestion environnementale» et respecter «un code éthique irréprochable».

Depuis 2010 à Fribourg

Fondé en 1909, Socfin s'est implanté à Fribourg à partir de 2010. Coté en bourse au Luxembourg, le groupe emploie une quarantaine de collaborateurs dans le bâtiment de l'ancienne poste, face à la place Georges-Python. La multinationale, qui a produit 130'000 tonnes de caoutchouc en Afrique de l'Ouest et en Asie en 2017 – soit environ 1% de la production mondiale – a réalisé un chiffre d'affaires de 625 millions d'euros l'an dernier, pour un bénéfice net en forte progression de 72,1 millions d'euros.

Socfin est régulièrement dans le collimateur d'associations et d'ONG, qui dénoncent d'importants conflits sociaux et des atteintes à l'environnement. En Suisse, Pain pour le prochain fait partie de la coalition de 110 organisations de la société civile qui soutiennent l'initiative populaire pour des multinationales responsables: un texte qui vise à placer les entreprises face à leurs responsabilités en matière de respect des droits de l'homme, y compris à l'étranger. Le Conseil fédéral a élaboré un contre-projet, mais une votation populaire pourrait avoir lieu.